

LE RÉCAP' DE LA SEMAINE

- Après avoir achevé un 1^{er} trimestre de belle facture, les marchés d’actions se sont relâchés au cours de la semaine écoulée en raison des tensions sur les marchés obligataires provoquées par la publication de **nouvelles données démontrant la robustesse de l’économie américaine**.
- Lundi, **l’enquête d’activité pour le secteur manufacturier (ISM) est ressortie en zone d’expansion pour la 1^{ère} fois depuis un an et demi**, grâce à un rebond marqué de la production et des nouvelles commandes, laissant augurer une amélioration à venir de la situation des entreprises. Les répondants révèlent par ailleurs être confrontées à une forte hausse du prix de leurs intrants en lien avec l’évolution récente des cours des matières premières.
- Vendredi, le rapport sur l’emploi a rappelé la vigueur du maché du travail aux Etats-Unis et son soutien à la croissance. **Avec 303 000 nouveaux postes en mars (contre 200 000 attendus), les créations d’emplois ont atteint une moyenne mensuelle de 276 000 au 1^{er} trimestre, un niveau bien supérieur aux 212 000 des trois mois précédents**. À 3,8%, le taux de chômage s’est maintenu sous le seuil des 4% pour le 26^{ème} mois consécutif malgré la hausse de la population active, tandis que les salaires ont observé leur plus faible hausse depuis juin 2021, ne progressant plus que de 4,1% sur un an après 4,3% en février.
- Ces données sont de nature à inciter la Fed à repousser dans le temps son assouplissement monétaire alors que l’évolution en mars des prix à la consommation et à la production seront dévoilées cette semaine. La probabilité d’une 1^{ère} baisse de taux en juin n’atteint plus que 53% et l’hypothèse de 4 baisses en 2024 a quasiment disparu.
- Dans ce contexte, **les rendements obligataires ont progressé ce qui a pesé sur les actions, en particulier sur les valeurs de croissance européennes** à l’image de L’Oréal (-6%), Pernod Ricard (-6%), LVMH (-4%) ou encore Inditex (-3%), tandis que la 3^{ème} capitalisation européenne, ASML, s’est une fois encore distingué à la hausse (+1,5% et +33% en 2024). Si les valeurs bancaires, notamment celles des pays du sud de l’Europe, ont conforté leur avance, **le secteur des matières premières au sens large bénéficie de la flambée des matières premières industrielles, des métaux précieux et du pétrole**.
- Cette semaine, nous suivrons la **réunion de la BCE**, qui devrait laisser ses taux inchangés mais pourrait surtout divulguée des informations sur ces intentions pour les mois à venir alors que 4 baisses de taux sont toujours attendues d’ici la fin de 2024.

LES PERFORMANCES

ACTIONS (points)	05/04/2024	Evolution depuis	
		1 semaine	début d'année
CAC 40	8 061	-1,8%	6,9%
EURO STOXX 50	5 013	-1,4%	10,9%
S&P 500	5 204	-1,0%	9,1%
NASDAQ COMP.	16 249	-0,8%	8,2%
FOOTSIE 100	7 911	-0,5%	2,3%
NIKKEI 225	39 010	-3,4%	16,6%
MSCI EM	548	0,3%	2,7%
MSCI WORLD	504	-1,2%	10,1%

TAUX (%) & VARIATION (points de base)			
ESTER	3,91	1	3
EURIBOR 3M	3,90	1	-1
OAT 10ANS	2,92	11	35
BUND 10ANS	2,41	11	38
T-NOTE 10ANS	4,40	19	53

DEVICES & MATIERES PREMIERES (\$)			
EUR / USD	1,08	0,5%	-1,8%
OR	2 327	4,2%	12,7%
BRENT	90,9	3,9%	18,0%

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

90
dollars

Le seuil franchit par le prix
du baril de Brent pour la
1^{ère} fois en plus de 5 mois

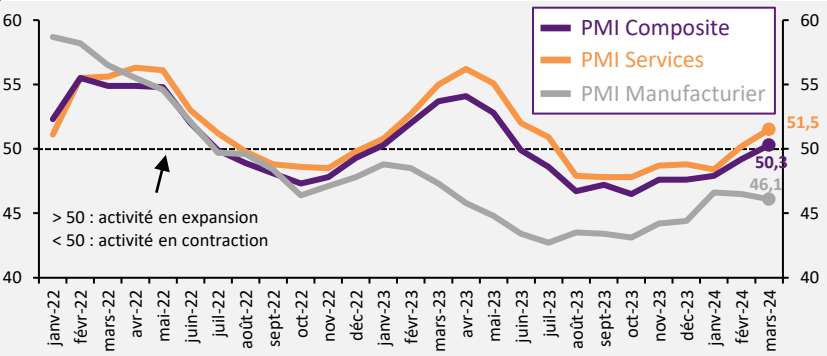
Les projections d’excédent d’offre formulées en février par l’Agence Internationale de l’Énergie n’auront pas tenu bien longtemps. La faute, d’une part, à **la montée des risques géopolitiques** avec la crainte grandissante de voir l’Iran prendre une part plus active dans le conflit entre Israël et la Palestine. Et, d’autre part, à **l’OPEP+ qui vient de maintenir une nouvelle fois sa stratégie de baisses de production** alors que l’économie mondiale se montre plus dynamique que prévu. Ainsi, la hausse des cours du brut est susceptible d’altérer le mouvement de désinflation actuellement à l’œuvre.

LE FOCUS DE LA SEMAINE : VERS UN REBOND DE L'ACTIVITÉ EN ZONE EURO ?

L'ACTIVITÉ DU SECTEUR PRIVÉE DE RETOUR EN ZONE D'EXPANSION

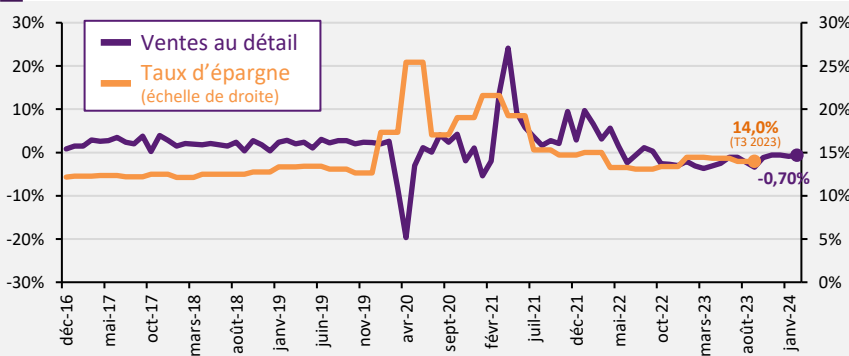
Evolution des indices PMI HCOB en zone euro de janvier 2022 à mars 2024

Source : S&P Global, VEGA IM



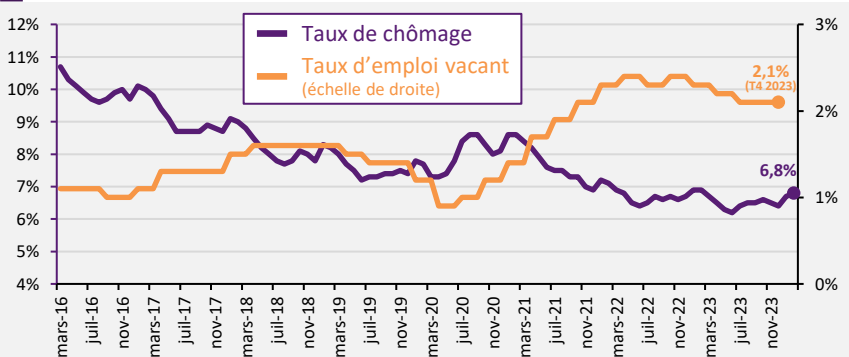
UNE CONSOMMATION ATONE MAIS UN EXCÉDENT D'ÉPARGNE

Evolution des ventes au détail en glissement annuel (données mensuelles) et du taux d'épargne brut des ménages en zone euro (données trimestrielles) de décembre 2016 à février 2024. Source : Eurostat, VEGA IM



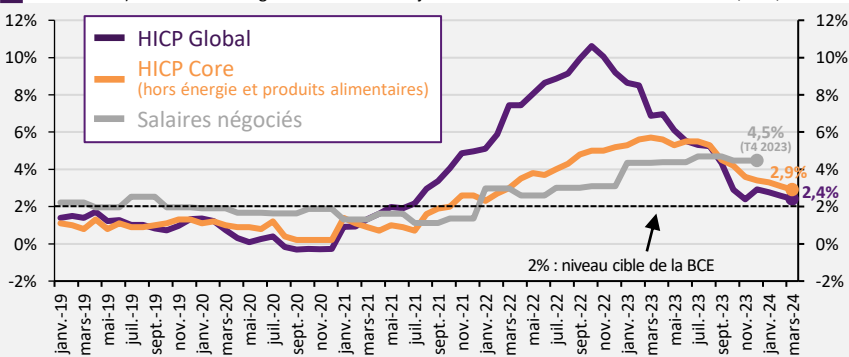
UN MARCHÉ DE L'EMPLOI QUI SE DÉTEND TOUT EN RESTANT SOLIDE

Evolution du taux de chômage (données mensuelles) et du taux d'emploi vacant (données trimestrielles) en zone euro de mars 2016 à février 2024. Source : Eurostat, VEGA IM



DES HAUSSES DE SALAIRE DÉSORMAIS SUPÉRIEURES À L'INFLATION

Evolution des indices de prix à la consommation (données mensuelles) et des salaires négociés (données trimestrielles) en zone euro en glissement annuel de janvier 2019 à mars 2024. Source : Eurostat, BCE, VEGA IM



► Les résultats de la dernière enquête PMI dessinent une reprise de l'activité dans le secteur privé de la zone euro avec un indice composite revenu en territoire d'expansion en mars pour la 1^{ère} fois depuis dix mois. Le redressement tend à se confirmer dans le secteur des services, faisant plus que compenser les difficultés persistantes du secteur manufacturier. En outre, les perspectives d'activité des quelques 5 000 entreprises interrogées n'ont plus été aussi élevées depuis février 2022, qui marquait alors le début de la guerre en Ukraine.

► En face, la reprise de la demande pourrait ne pas tarder à se matérialiser. Les travailleurs recommencent à gagner du pouvoir d'achat grâce à des hausses de salaires devenues supérieures à l'inflation depuis la fin de l'année dernière, une tendance appelée à perdurer en 2024 alors que le taux de chômage évolue toujours proche de ses plus bas historiques et que le nombre d'emplois vacant reste bien supérieur à son niveau d'avant covid. De plus, le taux d'épargne des ménages, bien que s'étant déjà replié depuis les points hauts atteints pendant la pandémie, demeure excédentaire par rapport à la période 2017-2019.

► Dans le même temps, le soutien budgétaire de l'UE est appelé à s'amplifier, notamment au travers des aides distribuées dans le cadre du plan NextGenerationEU, qui doit encore allouer 70% de son budget initial de 800 milliards d'euros à horizon 2026. Quant à la politique monétaire, les marchés s'attendent à ce qu'elle devienne plus accommodante à partir de juin prochain.

► Dernièrement, les investisseurs disent s'être repositionnés plus massivement sur les sociétés cotées de la zone euro. Leurs valorisations actuelles apparaissent relativement attractives par rapport à celles de leurs homologues américaines, avec des ratios cours/bénéfices à 12 mois de retour sur leur moyenne historique à la suite du rebond en vigueur des marchés d'actions.



Nous contacter



Nous connaître



Vous abonner

AVERTISSEMENTS

Le présent document est réservé à un usage strictement personnel de son destinataire et ne peut pas être utilisé dans un but autre que celui pour lequel il a été conçu et ne doit pas être reproduit, distribué ou publié en totalité ou en partie, sans autorisation préalable et écrite de VEGA Investment Managers. Ce document est produit à titre purement informatif et peut être modifié à tout moment sans préavis. Il ne saurait en aucun cas constituer une recommandation personnalisée d'investissement, une sollicitation ou une offre, en vue de la souscription à un produit ou à un instrument financier. Ce document a été réalisé sur la base de données financières et/ou conjoncturelles valables à un instant donné et émanant de sources extérieures à VEGA Investment Managers qui ne saurait en garantir l'exhaustivité, la pertinence ou la parfaite exactitude. Il appartient donc au destinataire de les vérifier par lui-même ou à l'aide de ses conseils habituels. La responsabilité de VEGA Investment Managers ne saurait être engagée à quelque titre que ce soit en raison des informations contenues dans le présent document ou de l'utilisation qui pourrait en être faite. Tout investissement peut être une source de risque financier et doit être apprécié attentivement au regard de la situation financière, juridique et fiscale ainsi qu'aux objectifs en matière de placement ou de financement de chaque investisseur. Ce dernier est invité s'il le juge nécessaire, à consulter ses propres conseils juridiques, fiscaux, financiers, comptables ou tous autres professionnels compétents. Avant tout investissement éventuel, il convient de lire attentivement l'ensemble des documents réglementaires tenus à disposition de l'investisseur. La responsabilité de VEGA Investment Managers ne saurait être engagée en cas de pertes, notamment financières, résultant d'une quelconque décision prise sur le fondement des informations figurant dans ce document. Il est également rappelé que tout investissement sur les marchés financiers peut être soumis à des fluctuations de cours à la hausse comme à la baisse pouvant se traduire par une perte plus ou moins importante du capital investi sur des durées plus ou moins longues. Par ailleurs, les performances passées ne préjugent pas des performances futures et ne sont pas constantes dans le temps. Document non contractuel. Photos et visuels libres de droits - Getty Images / J. Chiscano.

VEGA Investment Managers - Société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le n° GP-04000045 en date du 30 juillet 2004. Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 1 957 688,25 €, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° 353 690 514, bénéficiaire de l'identifiant unique REP papiers de Natixis Wealth Management n° FR329789_03PTTW délivré par l'ADEME, dont le siège social est sis 115 rue Montmartre, 75002 Paris.